

ASSOCIATION LE CAP

Association régie par la loi du 01/07/1901

84 Boulevard de Courtais
03100 MONTLUCON

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024



ASSOCIATION LE CAP

Association régie par la loi du 01/07/1901

84 Boulevard de Courtais
03100 MONTLUCON

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « LE CAP », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association « LE CAP » à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

.. / ..

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception des remarques suivantes, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président, et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels :

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

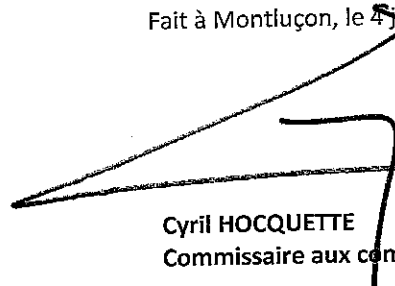
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

../..



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montluçon, le 4 juin 2025


Cyril HOCQUETTE
Commissaire aux comptes

Association Le Cap

84, boulevard de Courtais
03100 Montluçon

Comptes Annuels

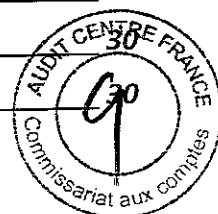
Arrêtés au 31 décembre 2024

Exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024



Sommaire

BILAN	1
COMPTE DE RESULTAT	3
ANNEXE	6
PRESENTATION DE L'ENTITE	6
FAITS CARACTERISTIQUES	7
EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	7
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE	7
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION	8
NOTE 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES	14
NOTE 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	15
NOTE 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS	16
NOTE 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES	17
NOTE 6. VARIATION DES FONDS PROPRES	18
NOTE 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT	19
NOTE 8. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	20
NOTE 9. FONDS DEDIES	21
NOTE 10. CHARGES A PAYER	22
NOTE 11. PRODUITS A RECEVOIR	22
NOTE 14. BILAN FINANCIER	23
NOTE 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	24
NOTE 16. PRODUITS D'EXPLOITATION	25
NOTE 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL	25
NOTE 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	26
NOTE 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS	26
NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE	27
NOTE 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE	28
NOTE 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN	29
NOTE 23. EFFECTIF	30
NOTE 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	30
NOTE 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES	30
NOTE 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	30
NOTE 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT	30



BILAN

BILAN ACTIF	Brut	Amort. et Dépréciations	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	9 600	9 600		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'Usufruit				
Concessions, Logiciels, droits & valeurs similaires	18 268	9 438	8 830	3 950
Fonds commercial				
Autres Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	81 184		81 184	81 184
Constructions	6 461 059	4 903 511	1 557 548	1 740 014
Installations techniques, matériels et outillage	279 096	127 588	151 508	171 089
Autres Immobilisations corporelles	595 173	465 210	129 963	134 668
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	15		15	15
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	101 179		101 179	87 966
Autres Immobilisations Financières	43 260		43 260	41 784
ACTIF IMMOBILISE	7 588 834	5 515 347	2 073 487	2 260 670
Stocks				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 037		1 037	2 691
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	520 679		520 679	1 022 053
Créances reçues par legs ou donations				
Autres Créances	248 604		248 604	114 869
Valeurs mobilières de placement et Instruments de Trésor.				
Disponibilités	1 150 400		1 150 400	531 466
Charges constatées d'avance	63 562		63 562	74 080
ACTIF CIRCULANT	1 984 282		1 984 282	1 745 159
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Ecart d'arrondi				
TOTAL GENERAL	9 573 116	5 515 347	4 057 769	4 005 829



BILAN PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Fonds Propres sans droit de reprise	207 837	207 837
- Fonds propres statutaires	207 837	207 837
- Fonds propres complémentaires	94 952	94 952
Fonds Propres avec droit de reprise		
- Fonds propres statutaires	94 952	94 952
- Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation	919 644	1 028 016
Réserves		
- Réserves légales		
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves pour projet de l'entité	919 644	1 028 016
- Réserves des ESMS sous gestion contrôlée		
- Autres réserves		
Report à nouveau	-3 839 352	-3 486 728
- Report à nouveau des ESMS sous gestion contrôlée	-3 674 365	-3 285 971
- Autres reports à nouveau	-164 987	-200 757
Résultat de l'exercice	549 006	-460 996
- Activités en gestion contrôlée	585 310	-516 766
- Autres activités	-36 304	55 770
Situation Nette	-2 067 913	-2 616 919
Subventions d'investissement	4 439	17 712
Provisions réglementées	111 509	94 552
Autres fonds propres		
FONDS PROPRES	-1 951 965	-2 504 655
Fonds reportés liés aux legs et donations		
Fonds dédiés	754 463	764 678
FONDS DEDIES OU REPOTES	754 463	764 678
Provisions pour risques	159 529	481 588
Provisions pour charges	120 194	91 180
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	279 723	572 768
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)	2 046 715	2 261 505
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Dettes des legs et donations		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	395 845	374 068
Dettes fiscales et sociales	833 193	836 413
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 699 795	1 701 050
Produits constatés d'avance		2
DETTES	4 975 548	5 173 038
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi		
TOTAL GENERAL	4 057 769	4 005 829
(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		



COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT - Première partie	31/12/2024	31/12/2023
Cotisations	256 325	287 442
Ventes de biens et services		
-Ventes de biens :		
<i>Ventes de marchandises</i>		
<i>Ventes de produits (Finis, intermédiaires, résiduels)</i>		
<i>Ventes de dons en nature</i>		
-Ventes de prestations de service	256 325	287 442
<i>Travaux et Refacturation Charges locatives</i>		
<i>Prestations de Service</i>	255 035	287 218
<i>Parrainages</i>		
<i>Produits des activités annexes hors forfaits journaliers</i>	1 290	224
<i>Autres prestations de service</i>		
	8 413 890	7 440 869
Produits de tiers financeurs	8 262 138	7 199 480
- Concours publics	5 929 408	5 076 041
<i>Prix de journée/Tarifs Journaliers</i>	2 313 223	2 104 190
<i>Dotation Globale de Financement</i>	19 507	19 249
<i>Autres produits de tarification</i>		
- Subventions d'exploitation	145 296	229 389
- Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
- Ressources liées à la générosité du public	6 456	
<i>Dons manuels</i>	6 456	
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances vie</i>		12 000
- Contributions financières		
Production Stockée		
Production Immobilisée		
Reprises sur provisions (et amortissements), transfert de charges	368 507	108 587
Utilisation des fonds dédiés	10 214	12 518
Autres produits de Gestion Courante	102 426	144 238
	9 151 362	7 993 654
Produits d'exploitation		
Achat de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks matières premières et autres approvisionnements		
Autres achats et charges externes	2 123 898	2 286 292
Aides financières	29 148	20 746
Impôts, taxes et versements assimilés	365 662	403 563
Salaires et traitements	4 106 798	3 746 110
Charges sociales	1 556 153	1 459 937
Dotation aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	351 330	330 930
Sur immobilisations : dotation aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Pour risques et charges : dotations aux provisions	34 040	161 331
Engagements à réaliser sur ressources affectées		
Autres charges	1 950	
	8 568 979	8 408 909
Charges d'exploitation		
	582 383	-415 255
RESULTAT D'EXPLOITATION		
Quote part de résultat sur opérations faites en commun		
+ Excédent ou déficit transféré		
- Déficit ou excédent transféré		



COMPTE DE RESULTAT – Deuxième partie	31/12/2024	31/12/2023
Produits financiers de participation		
Produits financiers autres valeurs mobilières de créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	897	136
Reprises sur provisions et transferts de charges financières		
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	897	136
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	31 552	35 415
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	31 552	35 415
RESULTAT FINANCIER	-30 655	-35 279
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	551 728	-450 534
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges exceptionnelles		
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	249	1 061
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements et aux provisions	2 473	9 403
Charges exceptionnelles	2 722	10 464
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 722	-10 464
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les sociétés		-2
RESULTAT NET	549 006	-460 996
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	<i>9 152 259</i>	<i>7 993 790</i>
<i>TOTAL DES CHARGES</i>	<i>8 603 253</i>	<i>8 454 786</i>



Liste des notes annexes :

Réf	Nature des informations	Produites	Non produites, car	
			NS	NA
PRESENTATION DE L'ENTITE		X		
FAITS CARACTERISTIQUES		X		
EVENEMENTS POST CLOTURE		X		
CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE		X		
PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION		X		
NOTES SUR LE BILAN				
Note 1	Immobilisations incorporelles, corporelles & financières	X		
Note 2	Amortissements des Immobilisations incorporelles & corporelles	X		
Note 3	Tableau des filiales et participations	X		
Note 4	Stocks			X
Note 5	Etat des créances & dettes	X		
Note 6	Fonds Propres	X		
Note 7	Tableau explicatif du résultat de l'exercice	X		
Note 8	Provisions & Dépréciations	X		
Note 9	Fonds dédiés	X		
Note 10	Charges à Payer	X		
Note 11	Produits à recevoir	X		
Note 12	Charges constatées d'avance		X	
Note 13	Produits constatés d'avance			X
Note 14	Bilan Financier	X		
Note 15	Tableau de flux de trésorerie	X		
NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT				
Note 16	Produits d'exploitation	X		
Note 17	Résultat financier		X	
Note 18	Résultat exceptionnel	X		
Note 19	Résultat effectif Global	X		
Note 20	Subventions et concours publics	X		
Note 21	Sectorisation	X		
AUTRES INFORMATIONS				
Note 22	Engagements hors bilan	X		
Note 23	Effectif moyen	X		
Note 24	Crédit-bail			X
Note 25	Contributions volontaires en nature		X	
Note 26	Rémunérations allouées aux organes dirigeants	X		
Note 27	Honoraires des commissaires aux comptes	X		
Note 28	Charge liée à l'impôt	X		
Note 29	Compte de résultat par objet et destination			X
Note 30	Compte d'emploi des ressources collectées auprès du public			X
Note 31	Legs et donations			X



ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024, caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	4 057 769 euros
✓ Total du compte de résultat (Produits)	9 152 259 euros
✓ Résultat de l'exercice (Excédent)	549 006 euros

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Président Administrateur Unique de l'Association.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

L'association est membre du Groupe SOS, groupement de l'économie sociale, constitué d'associations et d'entreprises, qui développe ses activités dans 9 secteurs : Jeunesse, Solidarités, Santé, Seniors, Culture, Action Internationale, Commerce et Services, Transition Ecologique et Action Territoriale.

L'association Le CAP œuvre dans le champ de la protection de l'enfance et de l'enfance délinquante, en plaçant la bientraitance, l'inclusion sociale et le développement de l'autonomie au cœur de son projet. Elle met en œuvre une offre de prestations adaptée, destinée à répondre aux besoins multiples des jeunes accompagnés.

Le CAP dispose de 7 établissements dans la région de Montluçon se donnant ainsi les chances d'arriver à ses objectifs qui sont Prévenir, Accueillir, Donner une nouvelle chance.

Son action est financée majoritairement par dotations globales ou facturations en prix de journée ou subventions auprès de l'Etat ou les départements (Aide Sociale à l'Enfance ou services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse).



FAITS CARACTERISTIQUES

1. Reprise de résultats par les autorités de tarification

Dans les établissements sociaux et médico-sociaux n'ayant pas conclu de Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, l'autorité de tarification peut décider d'affecter les excédents des années précédentes en réduction des charges d'activité. Ces sommes viennent alors en diminution des produits d'exploitation. A contrario, ils peuvent décider de reprendre les pertes antérieures ; ces sommes viennent en augmentation des produits de tarification.

Les reprises de résultats effectuées par les autorités de tarification ont conduit à une augmentation des produits de 441 ke en 2024 (pour mémoire en 2023, ces reprises impactaient aussi positivement les produits de 204 ke).

2. Aides gouvernementales de limitation de la hausse de l'Energie

L'association a bénéficié du dispositif de Bouclier Tarifaire mis en place par le gouvernement au titre de l'électricité et le gaz. Le montant constaté dans les comptes 2024 permet de réduire les charges de 23 ke (contre 77 ke en 2023).

Les charges d'électricité et de gaz constatées dans les comptes se sont élevées à 253 ke (vs 331 ke en 2023) ; soit une diminution du coût net de l'électricité et du gaz de -24 ke dans le résultat de l'association.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE

a. Changement de méthode comptable

Néant.

b. Changement de présentation et circonstance empêchant la comparaison

Néant.

c. Changement d'estimation comptable

Néant.



PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

a) PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre sous les précisions apportées au paragraphe précédent,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Les établissements tiennent une comptabilité séparée, de ce fait les comptes des différentes structures comprises dans le périmètre sont cumulés dans un premier temps.

Dans un deuxième temps, les comptes réciproques, de charges et de produits internes au périmètre de l'association (dont les frais de siège, prestations réciproques et mouvements de cessions internes) sont éliminés.

Les structures qui ont des activités soumises à approbation font l'objet d'un état réglementaire distinct. Leur résultat est soumis aux autorités de contrôle et ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les autorités de tarification compétentes.

Compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'autonomie de chaque établissement ou service, les compensations en matière de résultat ne peuvent exister.

La liste des établissements est communiquée dans la note 7 – Tableau explicatif du résultat.

b) PRINCIPES COMPTABLES SECTORIELS

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement ANC n°2014-03 modifié par le règlement ANC n°2016-07 du 04-11-2016, en tenant compte des dispositions suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, complété par les règlements ANC n°2019-04, n°2020-08 et 2022-04.
- Du règlement ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du Code de l'Action Sociale et des Familles C.A.S.F., pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L312-1 du C.A.S.F. ;
- De l'instruction comptable applicable aux établissements publics hospitaliers (M22 et M22 Bis) aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par des organismes privés à but non lucratif.
- De l'instruction n° DGAS/SD5B/2007/319 du 17 août 2007 relative au plan comptable et à certains mécanismes comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés et aux organismes gestionnaires ;



- De l'arrêté du 12 novembre 2008 Ministère du travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Solidarité relatif aux instructions budgétaires et comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires ;
- Des contraintes particulières imposées par les organismes financeurs dans le cadre de la fixation de certains tarifs ;
- De l'arrêté du 28 décembre 2023 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

c) DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PRINCIPES COMPTABLES

C.1 COMPTABILISATION DES ENGAGEMENTS DE RETRAITE :

Les engagements de retraite ne sont constatés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. (Voir § m ci-après).

C.2 PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT CONSTRUCTION

Le versement de la participation liée à l'effort construction est effectué sous forme de prêt sur 20 ans.

La participation versée en N au titre des salaires de N-1 est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de trésorerie.

La participation qui sera versée en N+1 au titre des salaires N est constatée dans le poste « Immobilisations Financières – Prêts » par contrepartie d'un compte de dettes sociales.

Par ailleurs, afin de garantir le « préfinancement » des prêts notamment par les autorités de tarification via les budgets prévisionnels, il a été constaté une charge liée à la Participation des employeurs à l'effort de construction via le compte de provisions réglementées - Effort Construction.

En 2024, les dotations constatées à ce titre se sont élevées 16.957 euros portant le solde des provisions réglementées à 101.179 euros.

C.3. Acquisition des Congés Payés pendant un arrêt maladie

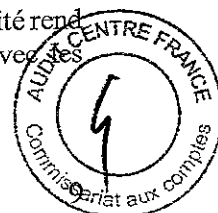
Pour faire suite aux arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023 et à l'entrée en vigueur de la Loi N° 2024-364 du 22 avril 2024, les nouvelles règles concernant l'acquisition de droits à congés payés pendant un arrêt de maladie ou un accident de travail ont été mises en place. Ces règles, bien que clarifiant certains aspects légaux, posent des défis pratiques significatifs pour les associations.

Acquisition de droits à congés payés pendant un arrêt maladie :

- Maladie non professionnelle : 1.66 jours ouvrés par mois, avec un maximum de 20 jours ouvrés par an pour la période antérieure à la loi.
- Maladie professionnelle ou accident du travail : 2.08 jours ouvrés par mois, avec un maximum de 25 jours par an.

Période de report des congés payés : La période de report des congés payés est limitée à 15 mois. Au terme de ce délai, les congés payés acquis pendant la période de maladie sont perdus.

Les nouvelles règles introduisent une complexité accrue dans la gestion des congés payés, notamment en ce qui concerne le calcul des droits acquis pendant les périodes d'arrêt maladie. Cette complexité rend difficile une évaluation précise des dettes provisionnées. La dérogation est en conformité avec les nouvelles dispositions légales, qui sont encore en phase d'adaptation pratique.



d) Immobilisations Incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 1 à 3 ans

e) Immobilisations Corporelles immeubles et meubles :

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation libre ou légale.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires. Elles font l'objet d'une comptabilisation par composants en application du règlement ANC 2014-03 relatif à la comptabilisation, l'amortissement et la dépréciation des actifs. Les éléments suivants sont notamment pris en compte :

- Mise en évidence du coût d'achat des terrains,
- Décomposition des actifs en distinguant les éléments constitutifs ayant une durée d'utilisation différente devant faire l'objet d'un plan d'amortissement propre,
- Les valeurs résiduelles ne sont pas déduites de la base amortissable, l'association n'ayant pas de politique de programme de cession avant la fin de la durée de vie de ses actifs ou parce que lesdits biens sont pratiquement ou totalement amortis.

Les dépenses d'entretien programmées et décidées ont fait l'objet d'une provision pour gros entretien.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et en fonction de leur durée normale d'utilisation. Ils sont pratiqués à compter de la mise en service selon la règle du prorata temporis.

	Durée
Constructions	30 à 50 ans
Agencements et aménagement des constructions	15 à 20 ans
Installations techniques	15 à 20 ans
Matériels et outillages industriels	5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	5 ans

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

f) Immobilisations Financières :

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés lors de leur acquisition.

Ils peuvent être, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur à la clôture. Cette valeur d'inventaire est appréciée d'une part par rapport à la quote-part détenue dans les capitaux propres de la participation concernée, et d'autre part, en prenant en considération les perspectives de rentabilité et de développement.

Le détail des participations détenues est communiqué en Note 3 de l'annexe ; les dépréciations sont, elles, indiquées en Note 8 de l'annexe.



g) Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode « premier entré, premier sorti », la valeur brute des biens comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, l'association ne dispose pas de stock.

h) Créances et Dettes :

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Les dépréciations sont indiquées en Note n° 8 de l'annexe.

i) Trésorerie - Emprunts

- **Disponibilités** : lorsque des accords de fusion de comptes ont été obtenus et contractualisés avec les banques, il est procédé à la compensation des soldes débiteurs et créditeurs desdits comptes. Le solde est présenté soit à l'actif, soit au passif suivant la situation nette pour chacune des banques.

- **Valeurs mobilières de placement :**

Titres : ils sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du premier entré – premier sorti. Des dépréciations sont constatées lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à sa valeur comptable.

A la clôture, l'association ne dispose d'aucun titre de placement.

Comptes à Terme – Dépôt à Terme : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

A la clôture, l'association ne dispose pas de comptes à terme.

Contrats de capitalisation en euros : ils sont constatés pour leur valeur nominale dans le poste Valeurs mobilières de placement. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste et une provision pour charge d'impôts est enregistrée au passif du bilan dans la rubrique provision pour risques et charges.

A la clôture, l'association ne dispose pas de contrat de capitalisation en euros.

- **Emprunts** : les emprunts sont comptabilisés en valeur brute (montant en capital).

j) Apports en Fonds Associatifs avec Droit de reprise

Les apports en fonds associatifs avec droit de reprise sont, le cas échéant, constatés au passif du bilan dans les fonds propres complémentaires. Les engagements liés au droit de reprise sont précisés dans la note 22 – engagements donnés.



k) Subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements, par l'association, sont comptabilisées au passif du bilan, lors de leur notification, en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés.

Les quotes-parts de subvention restant à porter au compte de résultat s'élèvent au 31/12/2024 à 4 439 euros.

l) Provisions réglementées :

Ces provisions sont constituées en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du C.A.S.F.).
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du C.A.S.F.).
- Amortissements dérogatoires.
- Réserves des plus-values nettes d'actifs (articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F.).

Le détail des provisions réglementées est présenté en Note n°8 de l'annexe.

l-1. Couverture du besoin en fonds de roulement :

Les provisions réglementées, destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement ou pour faire face à des difficultés de trésorerie en ayant recours à l'emprunt, peuvent être constituées en cas d'autorisation préalable des autorités de tarification.

Au 31/12/2024, l'association n'a pas constaté de provision pour couverture du besoin en fonds de roulement.

l-2. Réserves des plus-values nettes d'actifs :

En application des articles R.314-81 et R314-95 du C.A.S.F., les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé » et les provisions réglementées « réserves des plus-values nettes d'actif circulant peuvent être constituées ».

Au 31/12/2024, le solde des provisions s'élève à 10 330 euros.

m) Provisions pour risques et charges :

Les provisions pour risques et charges sont déterminées, conformément au règlement ANC 2014-03, en retenant les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture de l'exercice.

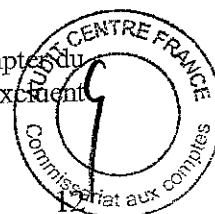
Certaines provisions pour risques et charges, octroyées par les autorités de contrôle sont dérogatoires au règlement ANC 2014-03 et correspondent aux compléments de financement par les autorités de tarification avant leur engagement effectif par notre association.

Le détail de ces provisions est présenté en Note n°8 de l'annexe.

Les **provisions pour risques prud'hommes** et autres litiges sont évalués en conformité avec le règlement ANC 2014-03.

Au 31/12/2024, le solde des provisions s'élève à 159 529 euros.

Les provisions pour gros entretiens ou grandes révisions incluent les règles applicables à compter du 1er janvier 2002 concernant la définition des gros entretiens ou grandes révisions. Ces règles excluent



clairement les dépenses de remplacement d'actif pour ne garder que les dépenses d'entretien. Le règlement ANC 2014-03 précise trois conditions nécessaires à la constitution de provisions :

- L'obligation probable de l'association à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La sortie probable de ressources à l'égard d'un tiers à la date de la clôture,
- La possibilité d'estimer cette sortie de ressources avec une fiabilité suffisante.

Les provisions constituées par certaines entités remplissent en partie les deux premières conditions prévues par le règlement ANC 2014-03, à savoir l'existence d'une obligation implicite à la date de l'arrêté des comptes qui entraînera une sortie probable de ressources à cette date, sans contrepartie.

Ces provisions ont été estimées pour certaines sur la base des frais engagées dans le passé ou dans d'autres entités, pour des travaux de nature comparable et/ou sur des devis ou des études spécifiques.

Au 31/12/2024, le solde des provisions s'élève à 51 144 euros.

Les **engagements de retraite** sont comptabilisés pour la part correspondant aux accords obtenus par les autorités de tarification, pour le personnel âgé de plus de 50 ans.

La provision pour indemnités de fin de carrière est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Prise en compte d'un taux d'actualisation 3,38 %,
- Coefficient de calcul de l'indemnité en application de la Convention Collective applicable à l'association,
- L'âge de départ à la retraite est fixé à 67 ans,
- Prise en compte du nombre de droits acquis en fonction des années de présence pour chacun des salariés.
- Application d'une probabilité de présence jusqu'à la retraite (rotation et espérance de vie),
- Il est tenu compte du salaire du mois de décembre en appliquant à celui-ci le nombre d'années acquis au 31 décembre divisé par le nombre d'années restant à courir avant l'âge du départ à la retraite (taux de progression des salaires).
- Taux de charges sociales et fiscales retenu à 50 %.

L'évaluation des engagements hors bilan est présentée en Note n° 22 de l'annexe.

n) Fonds dédiés

Les fonds dédiés enregistrent la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés relatifs à des immobilisations amortissables : l'entité rapporte en produits le montant du bien sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation.

Le détail des fonds dédiés est présenté en Note 9.



Note 1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

Valeur Brute en euros	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Cessions	Réévaluation	Fusions	Variation de Périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	9 600									9 600
Autres immobilisations incorporelles	9 529	9 739	-1 000							18 268
Immobilisations Incorporelles	19 129	9 739	-1 000							27 868
Terrains	81 184									81 184
Constructions	6 387 269	73 790								6 461 059
Instal. techniques matériel et outillage	262 381	17 673	-958							279 096
Instal. générales, aménagements divers	144 597									144 597
Matériel de transport	182 398									182 398
Matériel de bureau et informatique	54 083	7 927	-2 912							59 098
Mobilier	166 739	38 079	-4 588							200 230
Autres	5 359	4 721	-1 230							8 850
Immobilisations corporelles en cours										
Avances et acomptes										
Biens reçus par legs destinés à être cédés										
Immobilisations Corporelles	7 284 010	142 190	-9 688							7 416 512
Participations	15									15
Prêts	87 966	16 957	-3 744							101 179
Autres titres et immobilisations financières	41 784	6 662	-5 186							43 260
Immobilisations Financières	129 765	23 619	-8 930							144 454
Total Valeurs Brutes	7 432 904	175 548	-19 618							7 588 834



Note 2. AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Amortissements en euros	Valeur brute début exercice	Dotation	Diminution et Reprise	Réévaluations	Fusion	Variation de périmètre	Variation de change	Virement poste à poste	Autres mouvements	Valeur brute fin exercice
Frais établissement et de développement	9 600									9 600
Autres immobilisations incorporelles	5 579	4 859	-1 000							9 438
Immobilisations Incorporelles	15 179	4 859	-1 000							19 038
Terrains										
Constructions	4 647 255	256 256								4 903 511
Instal. techniques matériel et outillage	91 292	37 254	-958							127 588
Instal. générales, aménagements divers	125 309	7 296								132 605
Matériel de transport	136 498	12 509								149 007
Matériel de bureau et informatique	43 115	7 142	-2 912							47 345
Mobilier	112 577	26 110	-4 588							134 099
Autres	1 009	2 375	-1 230							2 154
Immobilisations Corporelles	5 157 055	348 942	-9 688							5 496 309
Total Amortissements	5 172 234	353 801	-10 688							5 515 347



Note 3. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières							
	Année de référence	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- Part de capital détenue (en %)	Quote- Part de capitaux propres détenue (en valeur)	Résultat	Chiffre d'affaires HT
Alliance Gestion - GIE	2 024	200 100	0	0,01%	15	0	28 351 696

Valeur comptable des titres détenus		Autres renseignements		
Brute	Nette	Prêts et avances accordés	Cautions et avals donnés	Dividendes encaissés
15	15			
15	15			

Note 5. ETAT DES CREANCES ET DETTES

ETAT DES CREANCES	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF		
	Montant Brut	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	101 179		101 179
Autres immobilisations financières	43 260		43 260
Clients douteux			
Usagers, clients et comptes rattachés	520 679	520 679	
Créances reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
Personnel et comptes rattachés	8 086	8 086	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	22 131	22 131	
Etat et collectivités publiques	192 295	192 295	
Groupe et associés			
Autres créances	26 092	26 092	
Charges constatées d'avance	63 562	63 562	
TOTAL	977 284	832 845	144 439
(1) Montant :			
- Prêts accordés en cours d'exercice	16 957		
- Remboursements obtenus en cours d'exercice	3 744		

ETAT DES DETTES	DEGRE D'EXIGIBILITE		
	Montant Brut	1 an au plus	à plus de 5 ans
Emprunt obligataire (2)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)			
Emprunts et dettes financières divers (2)	2 046 715	216 603	786 641
Dettes des legs ou donations			
Fournisseurs et comptes rattachés	395 845	395 845	
Personnel et comptes rattachés	316 535	316 535	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	480 010	480 010	
Etat et collectivités publiques	36 648	36 648	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Groupe et associés			
Autres dettes	1 699 795	1 699 795	
Produits constatés d'avance			
TOTAL	4 975 548	3 145 436	1 043 471
(2) Montant :			
Emprunts souscrits en cours d'exercice			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	214 463		



Note 6. VARIATION DES FONDS PROPRES

	Montant début exercice	Affectation résultats	Retraitements	Transf. Asso. Mutual. CPOM	Fusions / Reprises	Variation de périmètre	Dotations exercice	Reprise exercice	Montant fin exercice
Fonds propres									
Fonds propres sans droit de reprise	207 837								207 837
Fonds Propres statutaires	207 837								207 837
Fonds Propres complémentaires	94 952								94 952
Fonds propres avec droit de reprise	94 952								94 952
Fonds Propres statutaires	94 952								94 952
Fonds Propres complémentaires									
Ecart de réévaluation	1 028 016	-108 372							919 644
Réserves									
Réserves statutaires ou contractuelles									
Réserves pour projet de l'entité									
Autres réserves (dont investissement)									
Réserves ESMS sous gestion contrôlée	1 028 016	-108 372							919 644
Investissement	355 096								355 096
Compensation	235 001	-108 372							126 629
Compensation des charges d'amortissement									
Trésorerie	437 919								437 919
Report à nouveau	-3 486 728	-352 624							-3 839 352
R.A.N des ESMS sous contrôle de tiers	-3 285 971	-388 394							-3 674 365
Résultats soumis à approb. des autorités de tarification	-937 745	-426 822							-1 364 567
Charges rejetées par l'autorité	-715 244	-145 350							-860 594
Charges dont la prise en compte est différée	-1 632 982	183 778							-1 449 204
Autres Reports à nouveau	-200 757	35 770							-164 987
Activités des ESMS sous gestion libre	-151 401	-20 000							-171 401
Autres activités	-49 356	55 770							6 414
Résultat de l'exercice	-460 996	460 996					585 310	-36 304	549 006
Activités ESMS sous gestion contrôlée	-516 766	516 766					585 310	-36 304	585 310
Autres activités	55 770	-55 770							-36 304
Situation Nette	-2 616 919						585 310	-36 304	-2 067 913
Subventions	17 712							-13 273	4 439
Provisions réglementées	94 552						16 957		111 509
TOTAL	-2 504 655						602 267	-49 577	-1 951 965



Note 7. TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT

	Résultat 2024	Résultat 2023
MECS Les Tourelles	442 674	-212 223
MECS Sampan	18 308	-37 257
Foyer d'Accueil d'Urgence	285 388	-117 120
SAEMF	16 834	-10 660
CEF	-163 643	-119 774
MNA	92 452	-3 310
Secteur Jeunesse	692 013	-500 344
Parentele	-35 536	62 065
Secteur Solidarités	-35 536	62 065
Siège	-106 703	-16 422
Association	-768	-6 295
Groupe - Support	-107 471	-22 717
Résultat Global	549 006	-460 996

<i>Gestion libre 2024</i>	<i>Gestion contrôlée 2024</i>
	442 674
	18 308
	285 388
	16 834
	-163 643
	92 452
0	692 013
-35 536	
-35 536	0
	-106 703
-768	
-768	-106 703
-36 304	585 310
549 006	



Note 8. PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	Montant début exercice	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Fusions	Variations Périmètre	Autres mouvements	Montant Fin exercice
Provision pour couverture de BFR								
Amortissements dérogatoires	10 330							10 330
Provisions s/ différence de réalisation - actifs immo.								
Provision s/ différence de réalisation - actifs circulants								
Provisions pour renouvellement des immobilisations	84 222	16 957						101 179
Provision liée à l'Effort de Construction								
Autres provisions réglementées								
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	94 552	16 957						111 509
Provisions pour litiges salariaux	481 588	2 000	-276 422	-47 637				159 529
Provisions pour risques								
Provisions pour charges	1 186		-1 186					51 144
Provisions pour grosses réparations	51 144			-1 840				37 010
Provisions pour départ à la retraite	38 850							
Provisions pour fonds dédiés à l'ARTT & CET								
Provisions pour fermeture & restructuration								
Autres provisions pour risques et charges		32 040						32 040
TOTAL PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	572 768	34 040	-277 608	-49 477				279 723
Sur immobilisations :								
- incorporelles								
- corporelles								
- financières								
Sur stocks et en cours								
Sur comptes clients								
Autres dépréciations	1 810		-1 810					
TOTAL DEPRECIATIONS	1 810		-1 810					
TOTAL GENERAL	669 130	50 997	-279 418	-49 477				391 232
Dont dotations et reprises :								
- d'exploitation								
- financière		34 040	-278 232	-49 477				
- exceptionnelle								
- provision pour impôts			-1 186					



Note 9. FONDS DEDIES

	Fonds à engager en début d'exercice	Reports	Utilisations		Transfert	Fonds restant à engager en fin d'exercice	Dont Fonds dédiés de plus de 2 ans
			Montan Global C	Dont remboursement			
Immobilisations	A	B			D	E=A+B+C+D	
Immobilisations acquises	667 263					667 263	667 263
Fonctionnement de dispositifs spécifiques	37 416		-10 214			27 201	
Fonds dédiés mesure d'exploitation MNA	60 000					60 000	60 000
FD s/ contributions d'ATC	764 678	0	-10 214	0	0	754 463	727 263
Total	764 678	0	-10 214	0	0	754 463	727 263

Note 10. CHARGES A PAYER

Rubriques	31/12/2024
Emprunts obligataires	
Emprunts - Intérêts courus sur emprunts	2 006
Trésorerie - Intérêts courus à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 006
Emprunts et dettes financières divers - Intérêts courus sur emprunts	
Comptes courants - Intérêts à payer	
Emprunts et dettes financières divers	
	72 122
Fournisseurs d'exploitation	
Congés Payés, RTT, autres congés et charges sociales et fiscales liées	391 351
Personnel autres charges à payer et charges sociales et fiscales liées	53 222
Etat - autres charges à payer	1 812
Dettes fiscales et sociales	446 385
Fournisseurs d'immobilisation	
Clients - Avoirs à établir	980
Divers - Charges à payer	
Autres dettes	980
TOTAL	521 493

Note 11. PRODUITS A RECEVOIR

Rubriques	31/12/2024
Créances usagers et comptes rattachés	
Fournisseurs - R.R.R à obtenir et avoirs non reçus	11 486
Personnel - Produits à recevoir	11 440
Organismes sociaux IJSS	
Etat - Produits à recevoir	
Subvention à recevoir	
Comptes courants produits à recevoir	13 121
Divers - Produits à recevoir	
Autres Créances	36 047
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	36 047



Note 14. BILAN FINANCIER

BIENS	31/12/2024	31/12/2023	FINANCEMENTS	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles brutes	27 868	19 129	Apports, dotations, rés et fonds propres	302 789	302 789
Immobilisations corporelles brutes			Réserves affectées à l'investissement	355 096	355 096
- Terrains	81 184	81 184	Réserve de compens des charges d'amort.		
- Agencements			Subventions d'investissement	4 439	17 712
- Constructions	6 461 059	6 387 269	Provisions réglementées		
- Installations, matériels et outillages	279 096	262 381	Provisions régl. des PV nettes d'actif	111 509	94 552
- Autres immobilisations corporelles	595 173	553 176	Fonds dédiés immobilisations	694 463	704 678
Immo. corporelles et incorporelles en cours			Emprunts - dettes financières	2 044 709	2 259 171
Immo. en cours - part investissement PPP			Dépôts et cautionnements reçus		
Biens reçus par legs destinés à être cédés			Amortissements des immobilisations		
Immobilisations financières	144 454	129 765	- Incorporelles	19 038	15 179
Amortissements excédentaires différés			- Agencements des terrains		
Charges à répartir			- Constructions	4 903 511	4 647 255
Autres			- Installations, matériels et outillages	127 588	91 292
			- Autres immobilisations corporelles	465 210	418 508
			Dépréciations des immobilisations		
			Dépenses refusées par l'ATC		
			Autres réserves	-164 987	-200 757
Comptes de liaison investissement			Comptes de liaison investissement		
Biens stables (II)	7 588 834	7 432 904	Financements stables (I)	8 863 365	8 705 475
FRI NÉGATIF (I-II)			FRI POSITIF (I-II)	1 274 531	1 272 571
Reports à nouveau déficitaires	2 700 666	2 563 556	Réserves et provisions à la couv du BFR	437 919	437 919
Résultat déficitaire		460 996	Réserves de compensation des déficits	126 629	235 001
Créances Glissantes			Résultat excédentaire	549 006	
			Résultat excédentaire s/ contrôle de tiers	22 327	253 996
			Provisions pour risques et charges	279 723	572 768
			Fonds dédiés d'exploitation	60 000	60 000
			Dépréciation des stocks et créances		1 810
Autres			Autres		
Comptes de liaison trésorerie (stable)			Comptes de liaison trésorerie (stable)		
Actifs stables d'exploitation (IV)	2 700 666	3 024 552	Financements stables d'exploitation (III)	1 475 604	1 561 494
FRE NÉGATIF (III-IV)	1 225 062	1 463 058	FRE POSITIF (III-IV)		
FRNG NEGATIF		190 487	FRNG POSITIF	49 469	
Stocks			Avances reçues		
Avances et acomptes versés	1 037	2 691	Fournisseurs d'exploitation	395 845	374 068
Organismes payeurs, usagers	520 679	1 022 053	Dettes fiscales et sociales	833 193	836 413
Créances diverses d'exploitation	248 604	116 679	Dettes diverses d'exploitation	1 698 427	1 699 487
Créances irrécouvrables en non-valeur			Produits constatés d'avance		2
Charges constatées d'avance	63 562	74 080	Ressources à reverser à l'aide sociale		
Dépenses pour congés payés	996 026	976 411	Fonds en dépôt par les résidents	1 368	1 563
Autres			Autres		
Valeurs d'exploitation (VI)	1 829 908	2 191 914	Dettes d'exploitation (V)	2 928 833	2 911 533
BFR (VI-V)			EXC. DE FIN. EXPL. (VI-V)	1 098 925	719 619
Valeurs mobilières de placement			Fournisseurs d'immobilisations		
Disponibilités	1 150 400	531 466	Fonds des majeurs protégés		
Régie d'avance			Concours bancaires courants		
			Ligne de trésorerie		
			Intérêts courus non échus	2 006	2 334
			Autres		
Comptes de liaison trésorerie			Comptes de liaison trésorerie		
Liquidités (VIII)	1 150 400	531 466	Financements à court terme (VII)	2 006	2 334
TRÉSORERIE POSITIVE (VIII-VII)	1 148 394	529 132	TRÉSORERIE NÉGATIVE (VIII-VII)		
TOTAL DES BIENS (II+IV+VI+VIII)	13 269 808	13 180 836	TOTAL DES FINANCEMENTS (I+III+V+VII)	13 269 808	13 180 836

Note 15. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

	Trésorerie d'ouverture	529 132
	Résultat d'exploitation	582 383
+ Amortissements		351 330
+ Provisions		-276 717
+ Fonds dédiés		-10 214
+ Autres		-13 270
	Resultat brut d'exploitation	633 512
- Frais financiers		-31 552
+ Produits financiers		897
- Impôt sur les sociétés		-1 186
+/- Charges et produits exceptionnels		-249
+/- Autres		
	Capacité d'auto-financement	601 422
Variation des stocks		
Variation des créances d'exploitation		381 621
Variation des dettes d'exploitation		17 300
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		398 921
	Flux nets de trésorerie générés par l'activité	1 000 343
- Acquisition d'immobilisations		-175 548
+ Cession d'immobilisations		8 930
	Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-166 618
+ Augmentations ou diminutions d'apports en numéraire		
+ Subventions d'investissement reçues		
+ Emissions d'emprunts		
- Remboursements d'emprunts		-214 463
+/- Dépôts de garanties reçus		
+ Autres variations		
	Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-214 463
	Trésorerie de clôture	1 148 394

Note 16. PRODUITS D'EXPLOITATION

en euros	31/12/2024	31/12/2023
Jeunesse	8 726 363	7 491 657
Solidarités	413 549	494 147
Groupe	47 120	14 450
Inter-Secteur	-35 670	-6 600
Produits par activité	9 151 362	7 993 654
Gestion libre	413 681	494 182
Gestion contrôlée	8 742 655	7 499 472
Inter-Secteur	-4 974	
Produits par nature de financement	9 151 362	7 993 654
Secteur Lucratif		
Secteur non lucratif	9 151 362	7 993 654
Produits par secteur fiscal	9 151 362	7 993 654

Note 18. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Résultat exceptionnel	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Impact	Produits	Charges	Impact
Immobilisations incorporelles						
Immobilisations corporelles						
Immobilisations financières						
QP de subventions des actifs cédés						
Autres opérations exceptionnelles sur le capital						
Opérations en capital						
Aux amortissements excep. des immo.		2 473	(2 473)		9 403	(9 403)
Aux amortissements dérogatoires						
Aux provisions réglementées						
Aux provisions pour risques et charges						
Aux dépréciation except.						
Dotations et reprises		2 473	(2 473)		9 403	(9 403)
Pénalités et amendes		249	(249)		1 061	(1 061)
Opérations de gestion		249	(249)		1 061	(1 061)
Résultat exceptionnel		2 722	(2 722)		10 464	(10 464)



Note 19. RESULTAT EFFECTIF GLOBAL

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat comptable sous gestion propre	-36 304	55 770
Résultat comptable sous gestion contrôlée	585 310	-516 766
Résultat Comptable	549 006	-460 996

Reprise de résultats antérieurs	-440 509	-203 655
--	-----------------	-----------------

Résultat Effectif Global	108 497	-664 651
dont Résultat effectif sous gestion propre	-36 304	55 770
dont Résultat effectif sous gestion contrôlée	144 802	-720 421

Note 20. SUBVENTIONS ET CONCOURS PUBLICS

	Concours Publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'Investissement
Europe			
Etat	2 313 223		
Etat - Assurance Maladie - ARS		57 006	
Etat - CAF	19 507	40 140	
Etat - Directe			
Etat - ASP		15 500	
Régions			
Départements	5 929 408	32 000	
Communes, Villes		650	
Autres Financeurs			
TOTAL	8 262 138	145 296	

Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR ACTIVITE

	Jeunesse	Solidarité	Groupe	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	8 726 363	413 549	47 120	-35 670	9 151 362
Cotisations					
Ventes de biens et services	1 599	259 700	30 696	-35 670	256 325
-Ventes de biens					
-Ventes de prestations de service	1 599	259 700	30 696	-35 670	256 325
Produits de tiers financeurs	8 279 424	134 466			8 413 890
-Concours publics	8 262 138				8 262 138
-Subventions d'exploitation	15 500	129 796			145 296
-Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible					
-Ressources liées à la générosité du public	1 786	4 670			6 456
-Contributions financières					
Production Stockée					
Production Immobilisée					
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	359 591	2 729	6 187		368 507
Utilisation des fonds dédiés	10 214				10 214
Autres produits de Gestion Courante	75 535	16 654	10 237		102 426
Charges d'exploitation	7 521 611	434 210	648 828	-35 670	8 568 979
Achat de marchandises					
Variation de stocks de marchandises					
Achats de matières premières et autres appro					
Variation de stocks matières premières et autres appro					
Autres achats et charges externes	1 817 911	90 423	222 164	-6 600	2 123 898
Aides financières	29 148				29 148
Impôts, taxes et versements assimilés	326 842	25 169	13 651		365 662
Salaires et traitements	3 643 767	191 108	271 923		4 106 798
Charges sociales	1 362 078	91 225	131 920	-29 070	1 556 153
Dotation aux amortissements et aux provisions					
-Sur immobilisations : dotations aux amortissements	339 813	2 347	9 170		351 330
-Sur immobilisations : dotations de dépréciations					
-Sur actif circulant : dotations des dépréciations					
-Pour risques et charges : dotations aux provisions	2 000	32 040			34 040
Reports de fonds dédiés					
Autres charges d'exploitation	52	1 898			1 950
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 204 752	-20 661	-601 708		582 383
QP de résultat sur opérations faites en commun	-480 967	-14 875	495 842		
Produits financiers			897		897
Charges financières	29 118		2 434		31 552
RESULTAT FINANCIER	-29 118		-1 537		-30 655
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	694 667	-35 536	-107 403		551 728
Produits exceptionnels					
Charges exceptionnelles	2 654		68		2 722
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-2 654		-68		-2 722
Participation des salariés aux résultats					
Impôts sur les sociétés					
Résultat net des entreprises intégrées	692 013	-35 536	-107 471		549 006
RESULTAT NET	692 013	-35 536	-107 471		549 006
Total des charges	8 034 350	449 085	651 330	-531 512	8 603 253
Total des produits	8 726 363	413 549	543 859	-531 512	9 152 259



Note 21. RESULTAT SECTORIEL PAR AUTONOMIE FINANCIERE

	Gestion libre	Gestion contrôlée ESMS	Inter Secteur	Total
Produits d'exploitation	413 681	8 742 655	-4 974	9 151 362
Cotisations				
Ventes de biens et services	259 700	1 599	-4 974	256 325
- Ventes de biens				
- Ventes de prestations de service	259 700	1 599	-4 974	256 325
Produits de tiers financeurs	134 466	8 279 424		8 413 890
- Concours publics		8 262 138		8 262 138
- Subventions d'exploitation	129 796	15 500		145 296
- Vert fondateurs ou conso. dot.consomptible				
- Ressources liées à la générosité du public	4 670	1 786		6 456
- Contributions financières				
Production Stockée				
Production Immobilisée				
Reprises sur prov (et amort), transfert de charges	2 729	365 778		368 507
Utilisation des fonds dédiés		10 214		10 214
Autres produits de Gestion Courante	16 786	85 640		102 426
Charges d'exploitation	433 501	8 140 452	-4 974	8 568 979
Achat de marchandises				
Variation de stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres appro				
Variation de stocks matières premières et autres appro				
Autres achats et charges externes	85 503	2 038 395		2 123 898
Aides financières		29 148		29 148
Impôts, taxes et versements assimilés	25 169	340 493		365 662
Salaires et traitements	191 108	3 915 690		4 106 798
Charges sociales	91 225	1 469 902	-4 974	1 556 153
Dotation aux amortissements et aux provisions				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	6 558	344 772		351 330
- Sur immobilisations : dotations de dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations des dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions	32 040	2 000		34 040
Reports de fonds dédiés				
Autres charges d'exploitation	1 898	52		1 950
RESULTAT D'EXPLOITATION	-19 820	602 203		582 383
QP de résultat sur opérations faites en commun	-14 876	14 876		
Produits financiers	897			897
Charges financières	2 437	29 115		31 552
RESULTAT FINANCIER	-1 540	-29 115		-30 655
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-36 236	587 964		551 728
Produits exceptionnels				
Charges exceptionnelles	68	2 654		2 722
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-68	-2 654		-2 722
Participation des salariés aux résultats				
Impôts sur les sociétés				
RESULTAT NET	-36 304	585 310		549 006
Total des charges	450 881	8 172 221	-19 849	8 603 253
Total des produits	414 577	8 757 531	-19 849	9 152 259



AUTRES INFORMATIONS :

Note 22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

a. Engagements donnés :

a.1 Intérêts restant à courir sur emprunts auprès des établissements de crédit :

en euros	31/12/2024
Part à moins d'un an	26 292
Part à plus d'un an et à moins de 5 ans	73 731
Part à plus de 5 ans	48 233
TOTAL	148 256

a.2 Engagements de retraite :

Les engagements de retraite sont évalués à **461 412 euros** (hypothèses indiquées dans le paragraphe m des principes comptables et méthode d'évaluation).

Les engagements de retraite ne sont comptabilisés au passif du bilan que pour la part correspondant aux salariés de plus de 50 ans et conformément aux accords obtenus par les autorités de tarification. L'association a constaté au passif un montant de **37 010 euros** à ce titre.

La part des engagements de retraite non comptabilisée s'élève à **424 402 euros**.

a.3 GIE Alliance Gestion

Le CAP, membre du GIE Alliance Gestion, est à ce titre tenu solidairement sur son patrimoine propre des dettes de ce dernier vis-à-vis des tiers autres que les membres d'Alliance Gestion.

Au 31 décembre 2024, le passif d'Alliance Gestion répondant au critère ci-dessus s'élève à :

	en euros
Dettes financières	2 458 715
Dettes d'exploitation	8 082 275
Autres dettes	3 537 495
	14 078 485

Au cours de l'exercice 2024, la participation de l'association à l'ensemble des charges d'Alliance Gestion a été de 0,51 %.

b. Engagements reçus :

Garant	Bénéficiaire	Valeur initiale de l'emprunt	Capital Restant dû 2024	Capital Restant dû garanti
CEGC Conseil	Caisse d'Epargne	2 042 711	1 578 459	1 183 844
Département de l'Allier	Caisse d'Epargne	492 535	339 327	169 664
Ville de Montluçon	Caisse d'Epargne			169 664
Total		2 535 247	1 917 786	1 523 171



Note 23. EFFECTIF

Effectifs	
Direction	8
Administration générale	10
Service Généraux	28
Restauration	2
Socio-éducatif	70
Paramédical	4
Médical	
Autres fonctions	
Effectif total	122

Note 25. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat et la mise à disposition de personnel ne sont pas évalués car ils sont non significatifs.
Au titre de l'exercice 2024, l'association n'a bénéficié d'aucune contribution volontaire en nature.

Note 26. REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

Dans le cadre de la loi n° 2006-584 du 23 mai 2006, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 0 euros, représentant uniquement des rémunérations.

Le Président Administrateur unique est bénévole et n'a perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte du résultat pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal, s'élève à 10 200 euros, TVA non récupérable incluse.

Note 28. CHARGES LIEES A L'IMPOT

La charge d'impôt est due aux placements de trésorerie effectués.

L'impact net est de 0 euros au compte de résultat sur l'exercice 2024.

